

## Énoncé de politique



Commission scolaire Western Québec  
Western Québec School Board

Politique n° B-4

**OBJET :** Élimination de l'équipement désuet

**Date d'approbation :** Le 13 juin 1981

**Résolution n° :** C.C. 295

**Date de révision :** Le 26 janvier 2002

**Résolution n° :** C-01/02-338

**Origine :** Conseil des commissaires

### OBJECTIF :

Établir des procédures pour éliminer l'équipement ou les meubles désuets ou excédentaires. Les procédures doivent permettre de veiller à ce que l'équipement ou les meubles achetés avec les fonds de la commission scolaire soient éliminés de manière transparente et équitable à la fin de leur vie utile. De même, l'équipement ou les meubles ayant une valeur résiduelle doivent être éliminés de la manière la plus rentable possible pour la commission scolaire. L'équipement et/ou les meubles déclarés excédentaires dans un endroit de la commission scolaire peuvent être utilisés pour combler un besoin ailleurs dans la commission scolaire.

### PROCÉDURES :

La commission scolaire suivra les procédures suivantes pour éliminer ou transférer l'équipement ou les meubles.

1. Pour les biens évalués à 1000 \$ ou moins (d'après leur juste valeur marchande):
  - 1.1. La commission scolaire doit offrir le bien à tous les services / écoles / centres;
  - 1.2. Si aucun d'eux n'en a besoin, le bien peut être mis en vente au personnel à sa juste valeur marchande;
  - 1.3. Si le bien n'est vendu à aucun membre du personnel, il peut être mis en vente à des acheteurs externes.
2. Pour les biens évalués à 1000 \$ ou plus (d'après leur juste valeur marchande);
  - 2.1. La commission scolaire doit offrir le bien à tous les services / écoles / centres;
  - 2.2. Si aucun d'eux n'en a besoin, l'administration de la commission scolaire doit adopter une résolution autorisant à ce que l'article soit mis en vente par soumissions écrites. L'administration doit d'abord mettre l'article en vente aux membres du personnel avant de l'offrir à des acheteurs externes.

Les biens immeubles sont pas visés par la présente politique.